

Le champ littéraire : pour repenser la politisation de l'écriture

Ali ABBASI *

Maître de conférences, Université Shahid Beheshti

Monire AKBARPOURAN **

Doctorante ès lettres française, Université Shahid Beheshti

Résumé : Cette étude examine le processus de la politisation de l'écriture en France et se référant à la notion du champ littéraire développée par Bourdieu, suit le changement de statut de l'homme de lettres depuis le XVIII^e siècle jusqu'aux années 1980 ; longue période qui couvre deux extrêmes : d'une part toute tentation de non-engagement ou celle de l'art pour l'art et, de l'autre, les engagements littéraires et les grands hommes de lettres qui se sont affirmés en tant que de vrais acteurs sociaux. Ce parcours révèle le caractère compliqué des rapports du littéraire et du social et tout en mettant l'accent sur le fait que l'écriture n'était jamais apolitique, montre bien comment le non-engagement aussi s'inscrit dans le processus de la politisation de l'écriture.

Mots clés : la politisation de l'écriture, le champ littéraire, l'homme de lettres, Bourdieu, statut de l'écrivain, engagement.

1. Introduction

Certes, dans la tradition littéraire française les œuvres où l'auteur prend position politiquement, ne manquent pas et bien que la propagande et le mécénat aient toujours des rapports étroits, la politisation de l'écriture date du moment où la bourgeoisie s'occupe de payer les écrivains. En effet, gagner le goût du public et pas celui d'un mécène quoiqu'il soit un homme d'une position sociale hors pair, réside au fond d'un processus qui s'insère dans celui de la démocratisation de l'écriture et se débouche sur une nouvelle perception de l'écriture, et de l'écrivain. Autrement dit, l'autonomie de l'écrivain par rapport au système politique et social établi se donne comme l'un des éléments de base pour la naissance d'une littérature qui se veut critique du pouvoir. Cette autonomie par rapport au pouvoir se traduit chez Bourdieu en création du champ littéraire, le processus qui débute à l'époque de la Renaissance.

* ali_abasi2001@yahoo.com

* M_akbarpouran@sbu.ac.ir

Cette étude s'efforcera alors de brosser un tableau représentant le processus de la politisation de l'écriture en France, tout en s'appuyant sur le constat bourdieusien. Envisager les fondements dits philosophiques de ce nouveau discours, jetés par les encyclopédistes et cristallisés dans l'exemple de Voltaire étant absolument indispensable pour suivre notre parcours, nous allons consacrer la première partie de notre analyse au XVIII^e siècle, pour passer ensuite aux interactions plus explicites des champs littéraire et politique au XIX^e siècle, arrivées à leur apogée à l'occasion de l'Affaire Dreyfus. La troisième partie, destinée au XX^e siècle visera une analyse des points de convergence et de divergence entre la notion de la littérature engagée, définie par Sartre et repris plus tard et celui de la politisation de l'écriture pour dévoiler le caractère plus exhaustif de celle-ci qui comprend la littérature engagée, de même que les mouvements connus sous le titre du contre-engagement.

1. Autonomisation artistique et champ littéraire

Dans son livre *Méditations pascaliennes*, publié en 1997, Bourdieu définit un processus selon lequel les différents champs de production symbolique se sont formés et autonomisés par rapport au champ économique, processus qui trouve son premier exemple dans le champ philosophique constitué en Grèce au Ve siècle *av. J.-C.* Quant au champ littéraire, il se construit autour d'«une production de textes à visée esthétique» et «la notion de l'auteur qui signe son œuvre. (...) ce qui ne signifie pas qu'il y a une logique économique ...» (Jurt, 2001, 46-47).

Comme nous l'avons déjà évoqué, cette autonomisation doit être perçue sous la lumière d'un grand changement culturel : après l'invention de l'imprimerie et le processus de l'alphabétisation ce n'était plus un mécène qui payait, mais les citoyens, et la foule ; gagner le goût d'un mécène, d'un roi ou un public aristocrate est bien différent de se faire lire par un large public bourgeois ou ouvrier qui entretient un rapport dit démocratisé avec le pouvoir ; « Nombre de pratique, de représentation des artistes et des écrivains (par exemple leur ambivalence tant envers le "peuple" qu'envers les "bourgeois") ne se laissent expliquer que par référence au champ du pouvoir, à l'intérieur duquel le champ littéraire occupe lui-même une position dominée. » (Bourdieu, 1992, 3-4). Donc il ne faut pas penser « le champ littéraire » ou « l'autonomisation de l'écriture » comme une séparation totale du littéraire et du social, bien au contraire, cette autonomisation favorise des nouvelles voix d'interaction entre eux et s'ouvre sur la notion de l'écrivain-intellectuel ou celle de l'écrivain-politique. L'homme de lettres, jouit en effet d'un grand prestige social qui le rend susceptible de se mêler de politique et de se prononcer en faveur de *la justice*. Rappelons la fameuse phrase de Charles de Gaulle lorsque Sartre était menacé d'incarcération pour ses activités pro-maoïstes : « on n'arrête pas Voltaire ! » (Rouget, 1997, 39). D'où vient ce prestige, ce pouvoir de lancer un tel grand défi et rester à l'abri des conséquences sérieuses qui menacent les autres citoyens, sinon du fait d'appartenir à une autre république, celle des lettres ?

Dans un article intitulé « Qu'est-ce que la république des lettres ? » Françoise Waquet entreprend une étude sur l'usage de ce terme au XVII^e et le début du XVIII^e siècle pour conclure enfin que « La république des lettres apparaît comme la synthèse des réponses fournies par les lettrés à un certain nombre de situations qu'ils avaient rencontrées » (Waquet, 1989, 501-502). L'auteur suit sa remarque en mettant l'accent sur trois principes sur lesquelles se fonde cette nouvelle perception de l'homme de lettres : « liberté, cosmopolitisme et unité du monde savant » (*Ibid*). La liberté et l'autonomie par

rapport à l'autorité de l'État en tant qu'un principe, se répète tout au long du siècle. Pierre Bayle dans son dictionnaire et sous le titre de *Catius* traite ce sujet en réclamant une liberté totale : « Cette république est un État extrêmement libre » (*Ibid*, p.484).

Ce changement de statut de l'homme de lettres s'explique également par la transformation des grammairiens d'autrefois, pour reprendre les termes de Voltaire (dans G comme gens de lettres), en intellectuels que les lumières voudraient être (Schandeler, 2008, 320). Dans ce même article Voltaire brosse un portrait des gens de lettres en le caractérisant par l'esprit philosophique :

« Autrefois dans le seizième siècle, et bien avant dans le dix-septième, les littérateurs s'occupaient beaucoup dans la critique grammaticale des auteurs grecs et latins ; et c'est à leur travaux que nous devons les dictionnaires, les éditions correctes, les commentaires des chefs-d'œuvre de l'antiquité. Aujourd'hui cette critique est moins nécessaire, et l'esprit philosophique lui a succédé : c'est cet esprit philosophique qui semble constituer le caractère des gens de lettres ; et quand il se joint au bon goût, il forme un littérateur accompli » (Voltaire 1751-1772, 599).

L'importance accordée à l'esprit philosophique pourrait être considérée comme l'un des traits distinctifs de la nouvelle perception de l'homme de lettres qui se forgea dans ce siècle et vit dans Diderot et surtout Voltaire ses exemples les plus brillants. Du reste, pour compléter ce tableau, il faut ajouter, la prédominance croissante d'une nouvelle perception du savoir qui le voulait utile. Dans un article Jean-Pierre Schandeler envisageant ces propos de Voltaire sur les gens de lettres et quelques autres articles de l'époque traitant des sujets tels *lettres* et *sciences*, met en évidence le principe d'utilité en tant que « caractérisation qui n'aura de cesse de se développer au fil du temps » (Schandeler, 2008, 322).

Ce ne serait pas abusif de dire que l'idée de l'utilité du savoir se conjuguant avec celle de la république des lettres, en tant qu'un État libre et doté de l'esprit philosophique, mettait la société en droit d'exiger une responsabilité et une efficacité sociale sans précédent des gens de lettres. Le cas de l'affaire Calas et l'intervention heureuse de Voltaire pourrait bien procurer l'exemple de cette efficacité, le droit et le devoir revendiqués par les encyclopédistes : à Toulouse, en 1761, un protestant, Calas, est accusé par le Parlement d'avoir tué son fils pour empêcher sa conversion au catholicisme et Voltaire le jugeant innocent et victime de préjugés religieuses a pris sa défense après son exécution et publié son *Traité sur la tolérance* afin d'obtenir la révision du procès ; le projet sera accompli deux ans plus tard. Ce procès juridique à peu près banal « ne suffit pas à faire une *Affaire*, affirme Elisabeth Claverie, non plus qu'une *Cause*. Cette affaire qui deviendra le paradigme de toutes les autres nécessita, pour se constituer, l'immense travail de construction critique accompli par Voltaire » (Clavier, 1994, 81). Certes, ce *Traité*, comme bien d'autres de son époque avait quelque chose de politisé, pour ne pas dire une fonction politique dans le sens moderne du terme, cependant, pour être témoin de la floraison de ce nouveau discours- nouveau parce qu'il était construit dans le domaine de la littérature et cependant s'opérerait dans le domaine du pouvoir politique- il fallait attendre le XIXe siècle et l'affaire Dreyfus.

2. L'affaire Dreyfus et le XIXe siècle : «Soyez utiles !»

Le XIXe siècle fut témoin d'une nette accélération de l'autonomisation du champ littéraire, le phénomène qui s'explique par une multiplication hors pair du nombre d'ouvrages publiés, due à la révolution industrielle favorisant la publication moins chère

des livres et des journaux et la mobilisation générale pour l'alphabétisation du pays. L'épanouissement du journalisme et l'abolition de la censure sous le Second Empire furent les autres éléments qui se conjuguèrent pour imposer progressivement ce nouveau discours, qui vers la fin du siècle arriva à son apogée et donna à un romancier le courage de s'adresser au Président de la république et d'accuser le ministre de la Guerre et le chef d'état-major de l'armée.

L'étude des jeunes arrivistes balzaciens, incite Marthe Robert dans son œuvre grandiose *Roman des origines et origines du Roman* à mettre en évidence l'un des traits caractéristiques du monde intellectuel du XIXe siècle : « l'avènement de la démocratie fouette violemment toute sorte d'appétit » et Napoléon Bonaparte, « l'Empereur parti de rien » s'affirme comme un exemple aspirant de fortes prétentions au pouvoir pour tous les citoyens. Si Balzac voulait « le pouvoir absolu en France » (Robert, 1972, 273) et le gagnait à travers un projet littéraire, les hommes de lettres qui se sont efforcés de l'atteindre sur une scène plus nettement politique ne manquent pas non plus. Ce fut le cas pour Lamartine et Hugo, l'un émule de Napoléon lors de l'élection présidentielle de 1848 et l'autre son soutien.

Contrairement à Lamartine qui avait séparé sa carrière littéraire de ses idéologies politiques, et n'en avait laissé presque aucune trace dans son œuvre vouée au monde fermé de la poésie, Victor Hugo est celui pour qui la bible est une « poésie qui parle politique », et qui réclame « poésie sociale, poésie humaine, poésie pour le peuple ». Dans *William Shakespeare (1864)*, Hugo détermine les caractéristiques de l'action de l'homme de lettres à travers l'œuvre dramatique, les caractéristiques à chercher dans toute création littéraire. L'idée de l'utilité de l'art, déjà évoquée d'une manière plus discrète par les encyclopédistes, réside au fond du projet de Hugo :

« L'utile, loin de circonscrire le sublime, le grandit. L'application du sublime aux choses humaines produit des chefs-d'œuvre inattendus. L'utile, considéré en lui-même et comme élément à combiner avec le sublime, est de plusieurs sortes ; il y a de l'utile qui est tendre, et il y a de l'utile qui est indigné. Tendre, il désaltère les malheureux et crée l'épopée sociale ; indigné, il flagelle les mauvais, et crée la satire divine » (Hugo 1869, 208).

Cette idée prend chez Hugo une dimension très privilégiée qui le distingue de ses contemporains, et imprègne l'esthétique des générations à venir en ouvrant des nouvelles voix et reconnaissant un nouveau critère pour le beau¹; le critère qui préoccuperait d'une manière ou de l'autre les parnassiens, de même que les symbolistes et les naturalistes et se lirait dans diverses tentations pour réconcilier deux extrêmes, d'ailleurs inséparables, qui sont la littérature et le politique. La question qui se pose, d'emblée, et revient sans cesse est la valeur artistique de l'œuvre. La volonté d'être « efficace et bon » et laisser la muse « chanter l'idéal, aimer l'humanité, croire au progrès, prier vers l'infini » ne nuit-il pas à la littérarité ? Certes, la réponse d'Hugo était Non. En effet pour lui « un service de plus, c'est une beauté de plus. » Pourtant c'est curieux d'utiliser ce terme, «service», pour la littérature et on va même penser que pour l'auteur du *William Shakespeare* même la production de la pure beauté est un service qu'on rend au public, et au-delà à la société. Le destin du *Dernier jour d'un condamné* en est témoin. Nouvelle éditée en février 1829 par l'éditeur Charles Gosselin

¹ Pour plus d'information sur l'esthétique d'Hugo consulter Seebacher Jacques, Esthétique et politique chez Victor Hugo : « L'utilité du Beau »

et sans nom d'auteur, *Dernier jour d'un condamné* serait, trois ans plus tard republiée, complétée par une préface et accompagnée du nom de l'auteur. Pourquoi ne pas signer son œuvre et pourquoi la récupérer après trois ans ? À en croire l'auteur, c'est l'idée politique de la nouvelle qui a exigé cette dissimulation : « L'auteur aujourd'hui peut démasquer l'idée politique, l'idée sociale, qu'il avait voulu populariser sous cette innocente et candide forme littéraire. Il déclare donc, ou plutôt il avoue hautement que le *Dernier Jour d'un Condamné* n'est autre chose qu'un plaidoyer, direct ou indirect, comme on voudra, pour l'abolition de la peine de mort » (Hugo, 1729, 3).

La publication de *De la politique en littérature et de la littérature en politique* (1831) de Musset et *Mademoiselle Maupin* (1835) de Gautier avec sa fameuse préface, tous deux défenseurs de l'art apolitique dans les années trente, montre à quel point cette perception idéologique de la littérature était en vogue, qu'il fallait de telles discussions solides et bien théorisées pour le contredire. Le plus curieux c'est le cas de Baudelaire qui après avoir longuement suivi l'idée d'une littérature salutaire change son bord pour écrire : « La poésie, pour peu qu'on veuille descendre en soi-même, interroger son âme, rappeler ses souvenirs d'enthousiasme, n'a pas d'autre but qu'Elle » (Baudelaire, 1961, 604).

Ce changement radical, comment l'expliquer sinon en se référant aux déceptions politiques et « aux traumatismes d'une Révolution à rebours, pour reprendre les termes de Gerhard Goebel, qui de juin 1848 au coup d'État et à la proclamation de l'Empire n'avait cessé de démentir les espoirs des intellectuels » ? (Gerhard, 1983, 76) Quoi qu'elle ait été grave, cette déception, le deux processus de l'autonomisation de l'écriture perdurait tout au long du siècle sous deux figures apparemment controversées : le purisme littéraire et la littérature comme action.

Désormais, cette prise de conscience du fait politique ne laissera jamais les hommes de lettres tranquilles même s'ils s'abstiennent de s'y mêler et s'accrochent à un purisme littéraire. Autrement dit, une fois qu'ils se sont sentis en situation, les intellectuels ne pourraient plus jamais se rendre à la quiétude qui était autrefois le monde de la littérature. Désormais les temps modernes de Sartre étant arrivés, chaque parole a des retentissements, chaque silence aussi. Ce n'est pas par hasard que Denis Benoît date l'achèvement de l'autonomisation du champ littéraire de la deuxième moitié du XIXe siècle. Selon lui : « la notion d'engagement littéraire apparaît en s'opposant aux formes du purisme esthétique et désigne les modalités et les formes selon lesquelles l'écrivain, dans ses œuvres, est susceptible de participer au débat politique ou aux luttes sociales » (Benoit, 2006, 103) et pourtant comme nous l'avons déjà vu ce purisme n'était né ni développé qu'en dialogue avec l'idée de l'utilité du savoir et de la littérature, mise en évidence par les Lumières.

Étant donnée la répartition moderne du pouvoir entre le champ littéraire et le champ politique, penser l'affaire Dreyfus dans le cadre de la littérature engagée suscite un paradoxe à résoudre. Certes, l'importance accordée à la deuxième moitié du siècle et à l'affaire Dreyfus en tant que point de départ, est justifiable du fait que l'éclatement de l'affaire, contrairement à l'affaire Calas, en impliquant les contre aussi bien que les pour, avait pris une dimension épique, la dimension qui ne cessait pas d'accroître. D'ailleurs, la particularité la plus essentielle de cette affaire réside dans le fait que ceux qui se campaient les uns contre les autres avaient tous ancré leur pouvoir dans le champ littéraire et c'était en profitant de ce pouvoir et grâce aux journaux qu'ils voulaient faire de la politique. Dans ce sens on est tenté de partager cette observation de Vincent Dubois mettant en question l'application de la notion de l'engagement littéraire de

Zola : « Il ne s'agit pas dans ce cas de faire de la littérature d'un point de vue politique. Il s'agit en revanche d'accéder à la parole publique et d'obtenir la légitimité à intervenir dans le débat public grâce à la reconnaissance préalablement acquise comme écrivain, voire au nom de cette reconnaissance même » (Dubois, 2010, 6).

Cependant « J'accuse » de Zola exclu de la chapelle de la littérature engagée, cette intervention journalistique s'embauche d'une manière assez décisive dans le processus de la politisation de l'écriture. Puisque pas un seul texte n'était isolé mais tout un champ littéraire s'était mobilisé. « Avec l'affaire Dreyfus, affirme René Remond, pour la première fois sans doute, la situation se présente dans des conditions assez proches de celles que nous connaissons aujourd'hui : il s'agit moins de ce que pense tel ou tel écrivain plus ou moins connu que de la position politique de tout un groupe social et professionnel étiqueté «intellectuel» ; pour la première fois on peut avoir légitimement l'impression de se trouver en présence d'un comportement collectif que rendent manifeste des prises de position publiques, des déclarations accompagnées de signatures. Là est pour notre propos la grande nouveauté de l'Affaire» (René, 1954, 866). Pour saisir la dimension sans précédent de cette action collective et autonome des intellectuels, il suffit d'envisager les noms qui figurent dans la liste de ceux qui signèrent la pétition des intellectuels publiée par *Le Temps* du 15 Janvier 1898 réclamant la révision du procès: Émile Zola, Anatole France, Émile Duclaux, le directeur de l'Institut Pasteur, Daniel Halévy, Fernand Gregh, Félix Fénéon, Marcel Proust, Lucien Herr, Charles Andler, Victor Bérard, François Simiand, Georges Sorel, puis le peintre Claude Monet, l'écrivain Jules Renard, le sociologue Émile Durkheim, l'historien Gabriel Monod, etc. (Site officiel du parti de Gauche midi Pyrénées, En ligne, <<http://www.gauchemp.org/spip.php?article1116>>).

Rappelons, d'ailleurs, le rôle primordial des journaux donnant aux hommes de lettres l'occasion de s'adresser à leur public, d'un ton plus réel et plus sérieux. Certes, jamais un homme de commerce ou un simple citoyen qui sait lire ne s'attendait pas à tomber sur les propos d'un certain Racine ou Molière concernant un fait actuel et non littéraire dans le cadre banal de la vie courante. Toutefois, grâce à la presse, le public du XIXe siècle avait une perception plus concrète et plus effective de ses hommes de lettres, il pouvait les suivre en lisant des journaux et des magazines presque partout accessibles, bon marché et écrits dans une langue populaire et compréhensible pour la plupart des gens qui savent lire. L'auteur de « La presse quotidienne et l'Affaire Dreyfus en 1898-1899, essai de typologie » cite le nom de dix journaux qui après l'arrêt de la cour de cassation, adoptent un ton d'une violence incroyable : *Le Siècle*, *L'Aurore*, *Les Droits de l'Homme*, *Le Radical*, *Le Rappel*, *La Petite République*, *La Lanterne*, *Le Réveil du Nord*, *Le Petit Provençal* (Ponty, 1974, 219). Ajoutons à cette liste de nombreux journaux antidreyfusistes qui dominaient largement la presse de l'époque. Notons, de surcroît, que ce combat ne quitta pas la presse du siècle. Succédant, surtout l'ascension de la Gauche au pouvoir, des patriotistes tels Barrès et Maurras, s'assemblèrent autour de l'*Action Française*, un quotidien appartenant au mouvement nationaliste et d'extrême droite du même titre, afin de réhabiliter le sentiment national outragé par l'affaire Dreyfus et le traité de Francfort, signé en 1871, laissant annexé l'Alsace et la Lorraine par l'Empire allemande.

L'autre spécifié de cette affaire, il faut la chercher dans le clivage qu'elle produisit : « en d'autres occasions, atteste Charles Christophe, un certain nombre d'écrivains ont pris position politique mais ce ne sont pas eux qui créaient le découpage, ils adhéraient à un découpage du champ politique préétabli » (Charles, 1961, 242). Le découpage

évoqué par Charles Christophe est certes celui qui s'effectua entre les pour et les contre, qui se déboucherait sur l'opposition de la gauche et la droite politique en France, et au-delà, dans le monde entier. Ce même clivage se révélerait toujours présent à chaque fois qu'on parle du rapport de la littérature et de la politique. Or, un regard rapide sur le nombre des écrivains ayant participé à cette affaire suggère le poids avéré de la gauche. Hors celui de quelques écrivains nationalistes tels Maurice Barrès, Maurras et Banville presque tous les noms appartiennent à la catégorie de gauche et cette suprématie perdurait jusqu'à la fin du XXe siècle, et engloberait les écrivains engagés aussi bien que ceux qui se campent du bord du contre-engagement.

3. Engagement et contre-engagement : l'intellectuel

À partager l'observation de Charles Christophe sur la naissance des intellectuels depuis l'affaire Dreyfus, comme une avant-garde mettant en question la raison d'État, il convient d'admettre l'existence des liens étroits entre la notion de l'intellectuel et celle de la littérature engagée. Le phénomène qui s'explique et se confirme par l'exemple de Camus et surtout celui de Sartre, en tant que théoriciens, et ceux de Voltaire et Zola présentés par lui comme précurseurs. Il est curieux de constater que selon une loi implicite on ne place jamais un écrivain conservateur qui met sa plume au service de son idée, dans la catégorie des écrivains engagés ni celle des intellectuels. Cependant ce ne serait pas abusif de dire que le phénomène de la politisation de l'écriture ne se laisse pas catégoriser avec commodité. Autrement dit, l'exigence de l'anticonformisme, dissimulée par définition dans la notion de l'intellectuel et celui de l'écrivain engagé se heurte à quelques ambiguïtés dans le processus de la politisation de l'écriture.

Comme nous l'avons déjà constaté, l'autonomisation du champ littéraire par rapport à l'État réside au fond de cette nouvelle perception de l'écriture, pourtant il ne faut pas oublier non plus que le champ littéraire, ou l'une de ses subdivisions, pourrait prendre volontairement parti pour la tradition aussi bien que pour un mouvement anticonformiste. Participation enthousiaste des nationalistes dans l'affaire Dreyfus, retour au catholicisme de Péguy, Claudel, et Francis Jammes, la foi pacifiste d'Anatole France et de Romain Rolland à la veille de la guerre de 14 et plus tard, les réactions passéistes d'André Malraux, ministre de la culture en mai 68, en procurent des témoins indiscutables. D'ailleurs, l'engagement trouvant un précurseur en la personne de Voltaire, la politisation de l'écriture, tout en s'ancrant dans une certaine idéologie élaborée dans les siècles précédents se définit dans un espace plus général, plus collectif et plus récent.

L'auteur de *L'Illusion politique au XXe siècle*, Jean-Louis del Bayle atteste bien le caractère omniprésent de l'engagement comme l'une des caractéristiques de l'histoire littéraire du XXe siècle, l'esprit qui touche son apogée dans les années 30 et 40 et avec Sartre (Loubet Del Bayle, 1999, 87). À peine débarrassée de l'affaire Dreyfus et l'humiliation subie lors du détachement d'Alsace-Lorraine, la société française jouissait de la Belle Époque, les années heureuses et enthousiastes qui précèdent la guerre de 14, pour se détendre en se laissant aller par un fort esprit de progrès et de l'espoir aussi bien que celui d'un culte plus spirituel déniait l'ordre établi. Le dadaïsme était le plus connu de ces cultes qui se donnant comme un mouvement artistique et littéraire, voulait agir sur la morale de la société en détruisant tout ce qui sentait de la bourgeoisie.

Déjà le XIXe siècle était témoin de la collaboration des symbolistes dans les mouvements anarchistes de la fin du siècle connu comme « l'ère des attentats ». L'apparition du thème de la bombe chez Mallarmé, la participation directe de certains

de ses disciples aux attentats, l'aspiration des symbolistes à la violence dans leurs descriptions et nombres d'autres observations entraînent les critiques à inventer des formules telles « poétique de l'attentat » et « fiction du politique » (Eisenzweig, 1999, 452) pour exprimer les correspondances effectuées entre un courant, apparemment, tout à fait esthétique et un mouvement politique. Sur le même plan, le dadaïsme jugé à l'époque apolitique serait saisi quatre-vingt-dix ans plus tard sous le signe du politique.¹

Le cas du surréalisme se révèle plus compliqué du fait que dans un premier temps il ne présentait aucune préférence politique et pourtant depuis le lendemain de la guerre il se verrait de plus en plus marxiste. Avec l'éclatement de la Première Guerre mondiale le glas de tant d'illusions radieuses sonna. Cette guerre serait succédée par une Deuxième Guerre mondiale, l'Occupation, la guerre d'Algérie et les manifestations de mai 68, une accumulation assez épouvantable des événements troublants qui exigeait des échanges perpétuels entre le champ littéraire et le champ politique : faire la guerre sur les fronts (notons surtout le cas d'Apollinaire et de Saint-Exupéry dont l'un fut blessé pendant la guerre et l'autre y a perdu la vie), exil, Collaboration (Pierre Drieu La Rochelle), Résistance, l'adhésion au marxisme (Camus, Sartre, Aragon, Breton, etc.) ou se faire un homme d'État comme André Malraux. La conscience troublée de l'époque ne pouvait si facilement oublier le social et il faut considérer Sartre comme théoricien d'un fait assez répandu : l'engagement.

D'ailleurs, ni *La présentation des Temps modernes*(1945), ni *Qu'est-ce que la littérature ?*(1947) n'avaient pas la prétention d'inventer quelque chose de nouveau et leur allusion à Voltaire et Zola en est témoin. La théorisation allant en parallèle avec une mise en évidence de ce fait, l'œuvre de Sartre gagna un public extraordinairement large même en dehors de la France, et ce qu'on définissait comme sa philosophie se confirma dans l'hégémonie totale d'un marxisme et la lutte contre le fascisme. Toutefois, comme Sartre l'avait lui-même indiqué dans l'ouverture de la *présentation des Temps modernes* « la tentation de l'irresponsabilité » ne laissait pas les hommes de lettres. Déjà dans les années vingt s'était fait jour une « littérature de démobilisation », illustrée par Gide et Valéry qui reflétait la lassitude du public des témoignages de la guerre². Les conflits perpétuels renforçant l'idée de l'engagement, le discours dominant de l'époque ne laissait pas cette lassitude s'avérer et c'était dans les années cinquante que le désengagement ou le contre-engagement s'avoua d'une voix assez haute avec Barthes.

Déjà dans ses ouvrages théoriques, Sartre avait dessiné un portrait contradictoire de la littérature : « efficace » et « beau » comme Hugo l'avait déjà constaté. Le portrait qui cherchait à réconcilier deux attitudes controversées dans lesquelles l'autonomisation de la littérature s'était en même temps, figurée : d'une part « servir la littérature » et d'autre part « servir la collectivité » : « La " littérature engagée ", l'engagement ne doit, en aucun cas, faire oublier la littérature et que notre préoccupation doit être de servir la littérature en lui infusant un sang nouveau, tout autant que de servir la collectivité en essayant de lui donner la littérature qui lui convient » (Sartre, 1945, 2).

Comme nous l'avons déjà vu, la littérature était par définition porteuse d'une idéologie, celle de son auteur, qu'il transférait à son interlocuteur. Son argument dans

¹ La Colombe poignardée: Dada politique est le titre d'un article d' Henri Béhar publié en *Dada and Beyond*. Vol.1 édité par Elza Adamowicz and Eric Robertson

² « Littérature de démobilisation » est le titre du cinquième chapitre de *Guerre et révolution dans le roman français de 1919 à 1939*, l'ouvrage qui s'intéresse aux représentations des tourments politiques de l'époques dans les romans. Voir la bibliographie.

Qu'est-ce que la littérature ? évoque bien le schéma Jakobsonien du langage dans une dimension élémentaire : un message, un émetteur et un récepteur : « L'opération d'écrire implique celle de lire comme son corrélatif dialectique et ces deux actes connexes nécessitent deux agents distincts. C'est l'effort conjugué de l'auteur et du lecteur qui fera surgir cet objet concret et imaginaire qu'est l'ouvrage de l'esprit. Il n'y a d'art que pour et par autrui » (Sartre, 1948, 49-50).

Dans cette perspective, le littéraire qui se veut un observateur désintéressé « tombe au rang des spécialistes » et « ce n'est pas sans un certain malaise qu'il mentionne, sur les registres d'hôtel, le métier de l'homme de lettres, à la suite de son nom. » :

« La vérité, c'est que, incertain sur sa position sociale, trop timoré pour se dresser contre la bourgeoisie qui le paye, trop lucide pour l'accepter sans réserves, il a choisi de juger son siècle et s'est persuadé par ce moyen qu'il lui demeurerait extérieur, comme l'expérimentateur est extérieur au système expérimental. Ainsi le désintéressement de la science pure rejoint la gratuité de l'Art pour l'Art. Ce n'est pas par hasard que Flaubert est à la fois pur styliste, amant pur de la forme et père du naturalisme; ce n'est pas par hasard que les Goncourt se piquent à la fois de savoir observer et d'avoir l'écriture artiste » (Sartre 1954, 1).

Nous voyons à quel point l'importance accordée par Sartre au message et au contenu allait à l'encontre d'un *isme* qui gagnerait le goût de tout un monde las du marxisme et de toute interprétation idéologique : le structuralisme et son culte pour la forme. Dans les années cinquante Barthes reprendrait nombre de lexiques sartriens pour présenter une nouvelle définition de l'écriture, plus propice à l'esprit de l'époque. « L'écriture, affirme-t-il, est une fonction ; elle est le rapport entre la création et la société, elle est le langage littéraire transformé par sa destination sociale, elle est la forme saisie dans son intention humaine et liée ainsi aux grandes crises de l'Histoire » (Barthes, 1972, 102-703). Déplacer la liberté et le choix existentiel de l'écrivain dans le choix de la forme pour laisser le contenu explicitement idéologique de l'œuvre littéraire, tel est le projet de Barthes dont l'analogie avec la fonction poétique de Jakobson- *l'accent mis sur le message pour son propre compte*- pourrait surprendre le lecteur et annoncer Barthes structuraliste des années 60 et 70. Cette perception renouvelée de l'engagement connu comme *désengagement* ou *contre-engagement* trouverait, dans les années 60, un autre protagoniste en la personne d'Alain Robbe-Grillet qui en dessinant le portrait du nouveau roman avait abordé la question de quelques notions réprimées parmi lesquelles l'engagement. Les autres exemples, il faut les chercher chez les *Hussards* et le groupe Tel Quel.

Toutefois les frontières entre engagement et désengagement se révèlent trop floues pour en arriver à une catégorisation fixe des écrivains. JM. Fernández Cardo dans son article intitulé « *Alain Robbe-Grillet: une littérature engagée?* ». S'interroge sur l'aspect social des romans de Robbe-Grillet et en se référant aux études faites par Lucien Goldman et Jacques Leenhard qui les avaient envisagés comme des romans engagés, met l'accent sur le fait que cette aspiration acharnée pour la dépolitisation et le désengagement pourrait, elle aussi, s'interpréter comme un engagement. Le même fait pourrait se rencontrer chez les autres acteurs du contre-engagement aussi et à vrai dire, nous pouvons rejoindre l'auteur de *Illusion politique* dans l'idée de voir un engagement discontinu qui ne se laisserait jamais discréditer. « Au contraire, déclare-t-il, à l'occasion des conflits de la décolonisation, de l'avènement de la Ve République et de la guerre d'Algérie, des événements de mai 1968, on verra encore un certain nombre d'écrivains descendre sur le forum et participer aux débats politiques de l'heure, mais

cet engagement n'est plus aussi général qu'entre 1930 et 1950, sans doute parce que les événements sont moins immédiatement tragiques que dans ces années. Ce mouvement de désengagement s'accéléra dans les années 70, pour culminer avec la désagrégation du système soviétique à la fin des années 80 » (Loubet Del Bayle 1999, 20).

4. Conclusion

Comme nous l'avons vu à travers ce parcours un peu rapide, la littérature n'était et ne peut jamais être apolitique. Cependant, le champ littéraire ne s'est annoncé et affirmé qu'après la Renaissance et la révolution progressive qui allait débarrasser l'écriture du protectorat des rois et des mécènes et allait également charger une grande foule de payer l'auteur et construire ainsi un public littéraire. C'est dans cette perspective que la littérature se reconnut le droit d'avoir un monde autonome, un champ pour reprendre la terminologie de Bourdieu et osa s'occuper de politique ou se replier sur elle-même sans le moindre souci pour ne satisfaire aucune idéologie. Nous avons également observé comment le champ littéraire construit autour de ses propres valeurs a pris la conscience et le courage de critiquer le pouvoir. Aussi pourrait-on dire, dans cette perspective, que la politisation de l'écriture comportant des interventions directes aussi bien que des tentations de désengagement, deux extrêmes bien éloignés auxquels les littérateurs ont longuement aspiré, se présente comme un phénomène inévitable et extrêmement général qui se définit surtout comme un enchaînement des réactions collectives chez les littérateurs contre un fait social.

Bibliographie

- Barthes Roland, *Le Degré zéro de l'écriture*, Paris, Seuil, 1972.
- Baudelaire Charles, *Conseils aux jeunes littérateurs, dans Œuvres complètes* (BOC), éd. établie et ann. Par Y.G. Le Dantec, révisée, compl. et prés. p. Claude Pichois, "Bibl. de la Pléiade", Gallimard, 1961.
- Benoît Denis, *Engagement et contre-engagement. Des politiques de la littérature*, publié par Antipodes, 2006, pp.103-117, En ligne, < <http://hdl.handle.net/2268/102737>>.
- Bourdieu Pierre, « Le Champ littéraire », *Actes de la recherche en sciences sociales*. Vol. 89, septembre 1991, pp.3-4, En ligne, <http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/arss_0335-5322_1991_num_89_1_2986>.
- Charles Christophe, *Champ littéraire et champ du pouvoir: Les écrivains et l'Affaire Dreyfus*, *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 32e Année, n° 2 (Mar. - Avr., 1977).
- Charles Christophe, *Naissance des «intellectuels», compte rendu par Noiriél Gérard*, *Genèses*, 1990, Vol 2, n° 1, p.92, En ligne, < http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/genes_1155-3219_1990_num_2_1_1349_t1_0192_0000_1>.
- Claverie Elisabeth, *Procès, affaire, cause. Voltaire et l'innovation critique*, In: *Politix.*, Vol 7, n° 26, Deuxième trimestre, 1994, pp.76-85, En ligne, <http://www.persee.fr/web/revue/home/prescript/article/polix_0295-2319_1994_num_7_26_1843>.
- Dubois Vincent, *De la politique littéraire à la littérature sans politique ? Des relations entre champs littéraire et politique en France*, 2010, En ligne, <<http://hal.archives-ouvertes.fr/halshs-00498022/>>.

- Eisenweig Uri, *Poétique de l'attentat: anarchisme et littérature fin-de-siècle*, Revue d'Histoire littéraire de la France, 99e Année, No. 3, Anarchisme et Création Littéraire (May - Jun., 1999), pp. 439-452, En ligne, < <http://www.jstor.org/stable/40533862>>.
- Fernandez Cardo JM. *Alain Robbe-Grillet: une littérature engagée?* En ligne, <<http://www.unioviado.es/reunido/index.php/RFF/article/download/2953/2818>>.
- Goebel Gerhard, « *Poésie* » et « *littérature* » chez Baudelaire et Mallarmé, Analyse du changement d'un concept », *Romantisme*, 1983, n°39. pp. 73-84, En ligne, <[Http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/roman_00488593_1983_num_13_39_4664](http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/roman_00488593_1983_num_13_39_4664)>.
- Hugo Victor, *William Shakespeare*, II/VI/1. In: wiki source, consulté en décembre 2012.
- Hugo Victor, *Le Dernier jour d'un condamné*, Édition Ebooks libres et gratuits, Parution le 15/10/2007.
- JURT Joseph, « La théorie du champ littéraire et l'internationalisation de la littérature », *Literature and Society*, Peter-Lang / Bruxelles, 2001.
- Loubet Del Bayle Jean-Louis, *L'illusion politique au XXe siècle*, Col. Les classiques des sciences sociales, 1999, la version numérique, En ligne, <http://classiques.uqac.ca/contemporains/loubet_del_bayle_jean_louis/illusion_politique_20e_siecle/illusion_politique_20e_siecle.pdf>.
- Rémond René, « Les intellectuels et la politique », *Revue française de science politique*, 9e année, n°4, 1959. pp. 860-880, En ligne, <http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/rfsp_0035-2950_1959_num_9_4_403029>.
- Rieneau Maurice, *Guerre et révolution dans le roman français de 1919 à 1939*, Slatkine, Genève, 2000.
- Robert Marthe, *Roman des origines et origines du roman*, Gallimard, 1972.
- Ponty Janine, « La presse quotidienne et l'Affaire Dreyfus en 1898-1899, essai de typologie », *Revue d'histoire moderne et contemporaine* (1954-), T. 21e, n° 2 (Apr. - Jun., 1974), pp. 193-220, En ligne, <<http://www.jstor.org/stable/20528180>>.
- Rouget Gilbert, « Porteur de valise et voyageur sans bagage », *L'Homme*, n° 143, (1997) : 37-43
- Rouget Gilbert, *Qu'est-ce que la République des Lettres?* Essai de sémantique historique, Bibliothèque de l'école des Chartes, t. 147, 1989, p. 501-502, En ligne, <http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/bec_0373_6237_1989_num_147_1_450545>.
- Sartre Jean-Paul, *Les Temps modernes*, 1^{er} année, numéro I, 1954.
- Sartre Jean-Paul, *Qu'est-ce que la littérature?* Gallimard, Paris, 1948.
- Schandeler Jean-Pierre, « République des sciences ou fractures de la République des lettres? Dix-huitième siècle », 2008/1 n° 40, p. 315-332. DOI : 10.3917/dhs.040.0315.
- Seebacher Jacques, « Esthétique et politique chez Victor Hugo : « L'utilité du Beau », *Cahiers de l'Association internationale des études françaises*, 1967, N°19. pp. 233-246: 10.3406/caief.1967.2346, En ligne, <http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/caief_0571-5865_1967_num_19_1_2346>.

- Waquet Françoise, « *Qu'est-ce que la République des Lettres? Essai de sémantique historique* », Bibliothèque de l'école des chartes. 1989, tome 147. pp. 473-502.
- Site officiel du parti de Gauche midi Pyrénées : En ligne, <<http://www.gauchemip.org/spip.php?article1116>, consulté en novembre 2012.
- Voltaire François-Mari « Gens de lettres », *Encyclopédie*, (1751-1772).